

Ces modalités sont définitives et ne peuvent pas être modifiées en cours d'année universitaire

**Master 2 Droit de l'Économie et de la Régulation en Europe**

**Responsable(s) : Jean-Philippe Kovar**

## Règles applicables à la formation

### Inscriptions administratives

L'inscription administrative consiste à inscrire un étudiant dans l'une des formations proposées par l'université. Ce processus annuel et obligatoire implique la collecte des données administratives nécessaires concernant l'étudiant, le paiement des droits et la détermination du statut de l'étudiant.

Nul ne peut accéder aux activités d'enseignement et aux examens s'il n'est pas régulièrement inscrit.

L'inscription administrative s'effectue conformément au calendrier et aux modalités indiquées sur [inscriptions.unistra.fr](https://inscriptions.unistra.fr)

### Inscriptions pédagogiques

L'inscription pédagogique consiste pour un étudiant à s'inscrire aux différents enseignements de la formation en fonction de la maquette, de ses souhaits et de ses acquis.

Elle est obligatoire. En dehors de la situation de césure, l'étudiant non inscrit pédagogiquement est considéré comme non assidu, et n'est pas autorisé à se présenter aux épreuves d'évaluation.

Elle s'effectue conformément au calendrier adopté annuellement par le CA après avis de la CFVU.

### Contrat pédagogique

Pour accompagner et soutenir la réussite de l'étudiant, notamment lors de l'octroi d'un statut spécifique, le responsable de formation met en place avec l'étudiant un contrat pédagogique.

Cet accord, signé par les deux parties, adapte de façon détaillée, justifiée et proportionnée, le déroulement du cursus de l'étudiant, en tenant compte de sa situation et des nécessités du bon déroulement de la formation.

Dans ce contrat, parmi d'autres clauses, le régime spécial des études adopté par l'Université vise à permettre de proposer des accompagnements en fonction des besoins particuliers de l'étudiant. Dans le cadre de sa mise en oeuvre de ce régime, la formation propose les aménagements suivants, parmi ceux proposés ici <https://unistra.fr/rse> :

- **Aménagement des horaires d'enseignement** - par là, il est entendu que l'étudiant bénéficie alternativement ou cumulativement :

- d'une priorité dans le choix de groupe de TD, TP, et/ou de la possibilité d'intégration ponctuelle d'autres groupes de TP ou TD

- d'un aménagement des horaires de cours (quand plusieurs répétitions d'un même cours existent)

- d'un accès privilégié aux enseignements en ligne lorsque ces derniers existent ou en cas de formation au format hybride

- **Dispense d'assiduité** - par là, il est entendu que l'étudiant bénéficie d'une dispense de présence au niveau des enseignements et/ou de manière sporadique (TD/TP) en fonction des contraintes liées à certaines activités (représentations, compétitions, obligations liées aux mandats, convocations, etc.)

- **Attribution d'un régime long d'études** - par là, il est entendu que l'étudiant bénéficie d'un étalement des études sur plusieurs années avec une dispense des limitations du nombre d'inscriptions

- **Régime spécifique de conservation des notes** - par là, il est entendu que l'étudiant bénéficie de la conservation des notes au niveau des matières, selon les MECC

- **Aménagements des contrôles continus** , qui pourront être remplacés par des oraux, dossiers à rendre, ou tout autre mode d'évaluation convenu avec le responsable de la formation

L'étudiant qui souhaite bénéficier d'un régime spécial d'études dans son contrat pédagogique dépose sa demande par formulaire, avec les pièces justificatives pertinentes, auprès de son service de scolarité. Cette demande est déposée au plus deux semaines après le début des cours du semestre concerné, ou dans les

meilleurs délais après la survenance du fait pouvant justifier ce régime d'études. Au delà de quatre semaines après le début des cours du semestre concerné, les aménagements concernant les modalités d'examen que permettrait la formation ne sont plus possibles pour le semestre en cours.

En cas de refus d'octroi de régime spécial d'études, l'étudiant peut contester cette décision par une demande écrite et motivée déposée auprès de la Direction des études et de la scolarité.

Le contrat pédagogique peut être pluriannuel. Ses prévisions sont réexaminées, et éventuellement adaptées, en fonction de l'évolution de la situation de l'étudiant et de la formation.

## Assiduité

L'assiduité est obligatoire à tous les éléments de la formation. Toute absence doit être justifiée dans les 7 jours ouvrés auprès du gestionnaire de scolarité.

Un contrôle ponctuel de l'assiduité est opéré. A partir de 3 absences injustifiées dans une UE, l'étudiant peut être convoqué par le responsable de formation. Après entretien, le responsable détermine les mesures pédagogiques appropriées et peut appliquer une sanction allant jusqu'au constat de la défaillance dans le/les élément(s) concerné(s).

L'étudiant relevant d'un profil spécifique attesté peut être dispensé d'assiduité. Il doit en faire la demande auprès du service de scolarité avant la fin du premier mois des enseignements ou dans les quinze jours suivant son accès à ce profil spécifique.

## Modalités d'accès et de progression en master

L'accès en première année de master est subordonné, le cas échéant, à l'examen des prérequis, des conditions de sélection et des capacités d'accueil déterminées par le conseil d'administration sur proposition de la CFVU. L'admission est prononcée par le président de l'université sur proposition de la commission pédagogique ou du jury compétent.

La validation de la première année de master donne accès de droit à la seconde année de master dans la même mention à l'Université de Strasbourg.

**L'étudiant n'ayant pas validé sa première année de master n'est pas autorisé à suivre des éléments pédagogiques de la deuxième année. Il reste exclusivement inscrit dans la première année non validée.**

Deux inscriptions sont autorisées en première année de Master.

La limitation à deux inscriptions n'est pas opposable aux étudiants qui, ayant obtenu un Master, souhaitent acquérir des compétences complémentaires dans d'autres Masters accrédités.

Lorsqu'un étudiant est déclaré ajourné au Master, le jury de Master peut l'autoriser à se réinscrire en deuxième année de Master.

## Validation d'acquis

Les commissions pédagogiques (régies par les articles D613-38 et suivants du Code de l'éducation) sont chargées de la validation des acquis. Les validations d'acquis prononcées par les commissions pédagogiques se traduisent par des dispenses de diplôme, de semestre(s), d'une ou plusieurs UE ou élément(s) constitutif(s) d'UE.

L'étudiant bénéficiant d'une validation d'acquis ne peut plus se présenter aux examens correspondants.

Les semestres, les UE ou les éléments constitutifs d'une UE ayant fait l'objet d'une dispense d'études n'entrent pas dans le calcul du résultat du diplôme, du semestre ou de l'UE.

## Mise en situation professionnelle

La formation propose des mises en situation professionnelle, notamment par le biais d'un stage ou de l'alternance.

Le stage est une période temporaire de mise en situation en milieu professionnel au cours de laquelle l'étudiant acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue d'obtenir un diplôme ou une certification et de favoriser son insertion professionnelle.

Le stage obligatoire est prévu par la maquette de formation. Le stage volontaire est effectué à l'initiative de l'étudiant et accepté par l'équipe pédagogique de la formation. L'un comme l'autre font l'objet d'une restitution de la part du stagiaire, évaluée par l'équipe pédagogique de la formation, pour traduire sa mise en application des acquis de la formation et exprimer les savoirs et compétences acquis.

Lorsque le stagiaire interrompt sa période de formation en milieu professionnel

- pour un motif lié à la maladie, à un accident, à la grossesse, à la paternité, à l'adoption

- ou en accord avec l'établissement, en cas de non-respect des stipulations pédagogiques de la convention
- ou en cas de rupture de la convention à l'initiative de l'organisme d'accueil,

l'université :

- valide la période de formation en milieu professionnel ou le stage, même s'il n'a pas atteint la durée prévue dans le cursus,
- ou propose au stagiaire une modalité alternative de validation de sa formation.

L'étudiant concerné par cette situation doit impérativement contacter son tuteur pédagogique. Ce dernier, en accord avec l'équipe pédagogique et, le cas échéant, après avis du maître de stage, étudie la modalité de validation alternative la plus adéquate, en fonction de l'état d'avancement du stage au moment de l'interruption et conformément aux modalités d'évaluation et de contrôle des connaissances. Cette modalité alternative peut notamment prendre la forme suivante :

- Un report de tout ou partie de la fin de la période de stage en accord avec l'organisme d'accueil et à condition que ce report soit compatible avec le calendrier universitaire.
- La rédaction d'un mémoire/rapport de substitution
- Une épreuve écrite et/ou orale de substitution.

En alternance, afin d'obtenir le diplôme visé, l'alternant justifie d'une période minimale de 4 à 6 mois cumulés, soit 616 à 924 heures cumulées, de mise en situation en milieu professionnel par année de formation.

Lorsque cette période en milieu professionnel est interrompue pour un motif indépendant de la volonté de l'apprenti ou en accord avec l'établissement, le responsable de formation propose à l'apprenti une modalité alternative de validation de sa formation (stage, mission tuteurée, travail de substitution).

### Mémoire de recherche ou rapport de stage en master

Le jury devant lequel le stage de recherche ou un mémoire de recherche est présenté doit comporter au moins un membre habilité à diriger des recherches.

### Compensation à l'UE

Au niveau de l'UE : les notes qui, affectées de leurs coefficients respectifs, entrent dans le calcul de la note d'une UE se compensent entre elles, sans note éliminatoire. L'UE est validée dès lors qu'un étudiant y obtient une moyenne générale égale ou supérieure à 10/20.

En cas de dispense, l'UE n'est pas prise en compte dans le calcul du semestre.

### Compensation en master et obtention du diplôme

Au niveau du semestre : les notes des UE d'un même semestre se compensent entre elles.

Le semestre est validé si la moyenne des UE le composant, affectées de leurs coefficients respectifs, est égale ou supérieure à 10/20.

Au sein d'une même année de Master, les notes des deux semestres se compensent entre elles.

### Capitalisation

L'acquisition de l'UE emporte celle des crédits européens correspondants.

Les éléments constitutifs de l'UE ne sont pas affectés individuellement de crédits européens.

Une UE acquise ne peut plus être représentée à un examen, quel que soit le parcours d'études où elle est inscrite.

Une UE non acquise appartenant à un semestre validé ne peut pas être représentée à un examen en vue d'améliorer la note de ce semestre. Elle peut toutefois être représentée à un examen si elle est inscrite dans un autre diplôme (mention ou parcours).

En cas de **redoublement**, et/ou de **modification du diplôme**, les UE acquises au titre d'une année universitaire antérieure et ne figurant plus au programme du diplôme font l'objet de mesures transitoires. Ces mesures préservent le nombre de crédits européens acquis par l'étudiant, tout en visant l'acquisition des objectifs du diplôme en termes de compétences.

### Calcul de la moyenne générale

La moyenne générale au diplôme est la moyenne des notes des quatre semestres, sans pondération des semestres.

### Jurys

---

Les jurys sont désignés par le président de l'université sur proposition du directeur de composante.

Le jury de semestre arrête les notes et est souverain pour prononcer la validation ou la non-validation d'un semestre.

Le jury d'année se prononce sur la validation de deux semestres immédiatement consécutifs. Il se réunit à l'issue de chaque session d'examen.

Le jury de diplôme prononce la délivrance du diplôme.

## **Equivalences et mentions**

---

En cas de dispense de semestre, la moyenne générale au diplôme est la moyenne des notes des seuls semestres effectués à l'Université de Strasbourg.

Les études accomplies à l'étranger, selon un contrat pédagogique mis en œuvre dans le cadre d'échanges internationaux conventionnés, sont considérées comme des études accomplies à l'Université de Strasbourg. Les modalités d'évaluation de l'étudiant en mobilité sont précisées dans son contrat pédagogique.

En cas de réorientation, la moyenne générale obtenue au diplôme est la moyenne des notes des seuls semestres effectués dans le diplôme terminal.

L'attribution d'une mention (assez bien : 12/20 ; bien : 14/20 ; très bien : 16/20) est calculée sur la moyenne générale obtenue au diplôme. Des points de jury peuvent être accordés pour l'attribution d'une mention.

## **Diplôme intermédiaire de maîtrise**

---

La réussite au diplôme intermédiaire de Maîtrise repose sur la réussite à chacun des deux premiers semestres du Master. Les semestres ne se compensent pas entre eux.

La note de Maîtrise est la moyenne des notes des deux premiers semestres du Master, sans pondération des semestres.

## **Conservation d'une note d'une année sur l'autre**

---

Les notes supérieures ou égales à 10/20 obtenues à des épreuves dans des UE non acquises ne sont pas conservées d'une année à l'autre, sauf si le contrat pédagogique de l'étudiant le prévoit.

## **Session de rattrapage**

---

Les examens de cette formation sont organisés en une session unique.

## **Organisation des épreuves**

---

Lorsque l'évaluation comporte un contrôle continu et une épreuve terminale, l'organisation du contrôle continu intervient au moins quinze jours avant la fin du semestre. Ce délai de quinze jours ne s'impose pas à un enseignement évalué uniquement grâce à un contrôle continu, ou aux travaux dirigés ou aux travaux pratiques.

Des épreuves terminales anticipées peuvent être organisées si l'enseignement s'achève avant la fin du semestre.

## **Anonymat des épreuves**

---

Les épreuves écrites terminales sont anonymes.

## **Absence aux épreuves**

---

La présence aux épreuves de contrôle continu et de contrôle terminal est obligatoire, sauf dans les cas d'aménagement d'études.

En cas d'absence à une épreuve de contrôle terminal, l'étudiant est déclaré défaillant, quels que soient les résultats obtenus par ailleurs. La défaillance n'est pas compensable.

Toutefois, une épreuve de remplacement peut être accordée par le Président du jury, au cas par cas, en particulier dans les circonstances suivantes:

- convocation à un concours de recrutement de la fonction publique; la convocation est déposée au moins trois jours avant les épreuves auprès de leur service de scolarité.
- empêchement subit et grave, indépendant de la volonté de l'étudiant et attesté auprès du service de scolarité par un justificatif original présenté au service de scolarité dans un délai de rigueur de sept jours ouvrés, sauf cas de force majeure. Seul un certificat original est recevable. Un accident, une maladie obligeant à un arrêt, une hospitalisation, le décès d'un proche constituent des cas recevables dans cette circonstance.

Des dispositions particulières peuvent être appliquées aux étudiants à profil spécifique.

En cas d'absence injustifiée à une épreuve de contrôle continu, l'étudiant est sanctionné par un zéro à cette épreuve. Lorsque la session principale ne comporte que des épreuves de contrôle continu et que l'étudiant est absent à toutes ces épreuves sans justification, il est déclaré défaillant, quels que soient les résultats obtenus par ailleurs.

Une dispense partielle de contrôle continu peut être accordée à l'étudiant pour des raisons jugées recevables. L'étudiant en fait la demande et produit les justificatifs auprès de son service de scolarité avant l'épreuve ou, en cas d'évènement imprévu au plus tard dans un délai de rigueur de sept jours ouvrés, sauf en cas de force majeure. Seul un justificatif original est recevable. Une épreuve de remplacement peut lui être proposée. A défaut, il n'est pas tenu compte de la note manquante.

Toute absence à l'épreuve de remplacement ou à la session de rattrapage n'entraîne pas l'organisation d'une nouvelle épreuve et est donc traitée comme une absence injustifiée.

Dans le cas d'une absence à une épreuve terminale en raison d'une convocation à un concours de recrutement de la fonction publique, le justificatif de présence aux épreuves du concours devra être présenté dans la semaine suivant le concours en question.

Dans le cas d'un étudiant relevant d'un profil spécifique dispensé de contrôle continu, l'épreuve de substitution est prévue dans le contrat pédagogique.

#### Epreuves de la session de rattrapage (CC/CT)

/

#### Report de note de la session principale à la session de rattrapage

/

#### Règle(s) additionnelle(s)

-

| ENSEIGNEMENTS  |             |             |             |                | Session unique |  |      |       |       |                |
|--|-------------|-------------|-------------|----------------|----------------|--|------|-------|-------|----------------|
| Intitulé   | Responsable | Crédit ECTS | Coefficient | Seuil compens. | Coefficient    | Intitulé   | Type | Durée | CC/CT | Seuil compens. |
| <b>Semestre 3 Droit de l'économie et de la régulation en Europe</b>                        |             | 30          | 1           |                |                |  |      |       |       |                |
| <b>UE 1 Droit des interventions publiques</b>  |             | 6           | 2           |                | 1              | Exposés individuels ou collectifs et rendus écrits   | A    |       | CC    |                |
| Droit public de l'économie   |             | -           |             |                |                |  |      |       |       |                |
| Droit du marché intérieur  |             | -           |             |                |                |  |      |       |       |                |
| Droit des aides de L'État  |             | -           |             |                |                |  |      |       |       |                |
| Économie publique  |             | -           |             |                |                |  |      |       |       |                |
| <b>UE 2 Droit des contrats publics</b>   |             | 6           | 2           |                | 1              | Contrôle terminal oral   | O    | 00:15 | CT    |                |
|  |             |             |             |                | 1              | Exposé individuel ou collectif   | A    |       | CC    |                |
|  |             |             |             |                | 1              | Cas pratique   | A    |       | CC    |                |
| Droit européen des contrats publics  |             | -           |             |                |                |  |      |       |       |                |
| Droit et pratique des contrats publics   |             | -           |             |                |                |  |      |       |       |                |
| <b>UE 3 Droit de la régulation des marchés</b>   |             | 6           | 2           |                | 1              | Résolution d'un cas pratique / présentation orale<br>Résolution, en groupe et tout au long de l'année, d'un cas pratique soumis par un intervenant professionnel. Les solutions seront exposées lors d'une présentation orale devant l'intervenant | A    |       | CC    |                |
| Droit et économie de la régulation   |             | -           |             |                |                |  |      |       |       |                |
| Droit de la régulation sectorielle   |             | -           |             |                |                |  |      |       |       |                |
| <b>UE 4 Droit de la régulation des marchés de l'électricité</b>                            |             | 6           | 2           |                | 1              | Questionnaire à choix multiple   | E    | 01:00 | CT    |                |
| La régulation du marché de l'énergie   |             | -           |             |                |                |  |      |       |       |                |
| <b>UE 5 Préparation à l'insertion professionnelle et à la méthodologie de la recherche</b> |             | 3           | 1           |                | 1              | Rédaction d'un document de travail<br>Rédaction, tout au long de l'année universitaire, d'un document de travail sur un sujet attribué par le responsable du parcours  | A    |       | CC    |                |
| Méthodologie   |             | -           |             |                |                |  |      |       |       |                |
| Études de cas présentées par des professionnels  |             | -           |             |                |                |  |      |       |       |                |
| <b>UE 6 Formation aux langues étrangères</b>   |             | 3           | 1           |                |                |  |      |       |       |                |
| Droit de la concurrence et de la régulation en anglais                                     |             | -           | 1           |                | 1              | Exposés individuels ou collectifs<br>sur des sujets en rapport avec les domaines d'enseignement du parcours pour la formation en langue étrangère  | A    |       | CC    |                |
| <b>Semestre 4 Droit de l'économie et de la régulation en Europe</b>                        |             | 30          | 1           |                |                |  |      |       |       |                |
| <b>UE 7 Droit et économie de la concurrence</b>  |             | 6           | 2           |                | 1              | Simulation de procédure<br>devant une autorité de concurrence. Elle se déroule tout au long de l'année universitaire, comprend des phases écrites et une phase orale. Les étudiants sont répartis en groupes                                       | A    |       | CC    |                |
| EU anti trust and mergers  |             | -           |             |                |                |  |      |       |       |                |
| Droit et contentieux de la concurrence   |             | -           |             |                |                |  |      |       |       |                |

| ENSEIGNEMENTS   |             |             |             |                | Session unique |   |      |       |       |                |
|---|-------------|-------------|-------------|----------------|----------------|---|------|-------|-------|----------------|
| Intitulé  | Responsable | Crédit ECTS | Coefficient | Seuil compens. | Session unique |   |      |       |       |                |
|   |             |             |             |                | Coefficient    | Intitulé  | Type | Durée | CC/CT | Seuil compens. |
| Économie de la concurrence  |             | -           |             |                |                |   |      |       |       |                |
| <b>UE 8 Droit de la concurrence et des contrats</b>   |             | 6           | 2           |                |                |   |      |       |       |                |
| Techniques contractuelles   |             | -           | 1           |                | 1              | Cas pratique  | E    | 02:00 | CT    |                |
| Droit des contrats, de la distribution et de la concurrence                                       |             | -           | 1           |                | 1              | Cas pratique  | E    | 02:00 | CT    |                |
| Contrôle des concentrations   |             | -           |             |                |                |   |      |       |       |                |
| <b>UE 9 Commande pratique - obligatoire : choix de 1 matière sur 3</b>                            |             | 6           | 2           |                | 1              | Rédaction d'un ou plusieurs documents de travail en réponse à une commande passée à un groupe d'étudiants par un/des intervenants dans les domaines du droit public de l'économie, du droit de la concurrence ou du droit de la régulation sectorielle. | A    |       | CC    |                |
| Commande pratique en droit de la concurrence  |             | -           |             |                |                |   |      |       |       |                |
| Commande pratique en droit de la régulation sectorielle   |             | -           |             |                |                |   |      |       |       |                |
| Commande pratique en droit public de l'économie   |             | -           |             |                |                |   |      |       |       |                |
| <b>UE 10 Stage ou Mémoire de recherche - Obligatoire à Choix</b>                                  |             | 12          | 4           |                |                |   |      |       |       |                |
| Stage obligatoire de 8 semaines - optionnel (choix entre le stage ou le mémoire de recherche)     |             | -           | 1           |                | 1              | Rpport de stage + soutenance<br>Rédaction d'un rapport de 50 pages maximum. Le rapport fait l'objet d'une soutenance devant au moins un membre de l'équipe pédagogique du parcours  | A    |       | CT    |                |
| Rédaction d'un mémoire de recherche - optionnel (choix entre le stage ou le mémoire de recherche) |             | -           | 1           |                | 1              | Mémoire de recherche + soutenance<br>Mémoire de recherche entre 50 et 100 pages, avec soutenance devant deux enseignants-chercheurs dont l'un au moins est HDR  | A    |       | CT    |                |